

Juste Terre!

mensuel n° 201 | juin 2023



Quand reconstruction rime avec réinsertion

« Dans un premier temps, le médical prend en charge l'aspect physique. Dans un second temps, il faut proposer une aide psychologique car les victimes sont profondément traumatisées. Lorsque psychologiquement, elles ont récupéré, c'est très difficile de réinsérer ces femmes dans la société. »

Si ces propos peuvent concerner ces 8 femmes sur 10 et 1 homme sur 2 qui ont déjà subi des violences sexuelles en Belgique, ils sont bien de Denis Mukwege¹, le prix Nobel de la Paix qui prend en charge nombre de ces milliers de femmes victimes de violences sexuelles au Sud-Kivu.

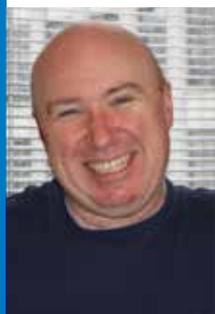
Rien de commun pourtant entre la résurgence des violences, des massacres de civils, des viols aussi, dans l'est de la RD Congo et la réalité sociale de notre

pays. Au fil de ce numéro, on se souviendra, évoquant les horreurs au Nord et Sud-Kivu, que la région avait été qualifiée de « capitale mondiale du viol » par la représentante de l'ONU, Margot Wallström. Puis, en allant à la rencontre des femmes qui portent l'asbl Brise le silence, on s'interrogera sur la façon dont notre société de l'urgence a encore du mal à appréhender le travail de détraumatisation quand il intervient des décennies après les faits.

De Bukavu à Mons, pourtant, un même constat face à la plus traumatisante des violations des droits humains : la reconstruction est aussi un outil d'insertion ou de réinsertion sociale. À ce titre aussi, elle doit occuper un rôle prépondérant dans notre combat pour la justice sociale. Au Nord comme au Sud.

Édito

Jean-François Lauwens
chargé de communication



1 Conseil municipal de Paris, 14 octobre 2021



Planter des arbres pour atteindre la sécurité alimentaire

⊕ *Quentin Minsier, chargé de communication*



L'aménagement de pépinières est un défi important pour reboiser le Kivu. Avec l'appui de l'archevêque de Bukavu.

En RD Congo, Entraide et Fraternité soutient depuis un peu plus d'un an et demi le Comité pour l'autopromotion à la base (CAB) dans le renforcement de la lutte des paysans et paysannes contre la déforestation qui détériore le pays et leurs conditions de vie. Cette déforestation massive s'observe partout au Sud-Kivu, où les vastes collines sont de plus en plus nues.

Au Sud-Kivu, comme partout en RDC, les communautés locales vivent principalement de l'agriculture. Or, le déboisement intensif constitue un véritable danger pour leur sécurité alimentaire ! Les champs sont moins protégés face aux fortes pluies, aux vents violents ou

encore aux périodes de sécheresse qui ne cessent de s'accroître en raison du dérèglement climatique.

« Notre production a chuté. Les pluies et les vents détruisent de plus en plus facilement nos cultures depuis que les boisements ont disparu. Sans les arbres, nous ne pouvons pas manger à notre faim. »

Zihahirwa Mukundu Ildephonse, paysan

Sur place, le CAB accompagne 2000 familles paysannes, membres de six coopératives agricoles, à reboiser 500 hectares de terrain.

De nombreuses sensibilisations aux conséquences de la déforestation et l'importance

des arbres ont été organisées par le CAB afin de susciter la mobilisation des communautés paysannes. Le CAB a pu compter sur un soutien important des autorités, et notamment la participation de l'archevêque de Bukavu. Le CAB a ensuite appuyé les paysans et paysannes pour l'aménagement de pépinières et leur gestion. Ces pépinières produisent des milliers de plantules qui sont ensuite replantées par les communautés. Les paysans et paysannes ont jusqu'ici planté des arbres fruitiers (orangers, mandariniers, papayers, etc.) et des arbres mellifères dans les champs ainsi qu'à la lisière des parcelles. Les essences forestières ont été utilisées pour reboiser les collines non adaptées à l'agriculture.

Des résultats prometteurs



1500 familles paysannes sur les 2000 ciblées déjà mobilisées



38 pépinières mises en place



348 hectares de terres protégées



557.215 plantules d'arbres plantés

« Les progrès sont importants mais les besoins restent énormes. Il y en a encore beaucoup de collines qui sont vides. »

Murefu Katulanya Euprem, paysan

Si planter des arbres permet de protéger les champs des phénomènes climatiques, le type d'arbres choisi permet de

générer d'autres opportunités. Les arbres fruitiers permettent aux paysans et paysannes de développer des activités génératrices de revenus à partir des fruits récoltés. Le CAB accompagne dans ce cadre les communautés paysannes dans la transformation des fruits en jus (ananas, maracuja, mangue, etc.) ou en confitures. Il les appuie également dans la création de circuits courts de vente. Les résultats sont encourageants : plusieurs groupes ont installé un point de vente au sein des marchés locaux ou même au sein de centres commerciaux.

Les arbres mellifères permettent, quant à eux, de développer l'apiculture, secteur qui fait face à de grandes difficultés dans la région. « Nos rendements ont fortement baissé car les arbres mellifères qui favorisent la prolifération des abeilles ont été abattus de manière excessive. Il y a aujourd'hui beaucoup moins d'abeilles. Grâce au soutien du CAB, nous sommes confiants pour le futur de notre métier », enchaîne Emmanuel Mwandaza, apiculteur.

Les paysans et paysannes peuvent, enfin, après quelques années, vendre certains arbres à croissance rapide comme l'eucalyptus. « Par le passé, avec le soutien du CAB, j'ai pu planter sur trois hectares des eucalyptus. Je les ai vendus et cela m'a rapporté une grande somme. Cet argent m'a permis de payer les frais académiques universitaires de mes enfants. Nous avons ainsi compris que les arbres protégeaient nos cultures et que nous pouvions en même temps gagner de l'argent grâce à eux », conclut Zihalirwa Mukundu Ildephonse.

Un enfant, un arbre

Le CAB a mené une campagne intitulée « Un enfant, un arbre » dans quatre écoles afin de sensibiliser les plus jeunes. Une campagne qui a suscité un vif intérêt de la part des élèves congolais-es ! Outre la plantation d'arbres fruitiers sur les sites des écoles afin de produire des fruits pour la cantine scolaire, les élèves ont également planté des arbres dans leur champ familial.



Nos victoires contre l'injustice

L'émancipation des femmes grâce à l'alphabétisation

Le faible niveau d'alphabétisation des femmes

paysannes dans les communautés rurales du Sud-Kivu freine considérablement leur émancipation sociale et économique. Celles-ci peinent à obtenir des postes à responsabilité dans les coopératives agricoles, ou bien elles ne parviennent pas à maîtriser les outils de gestion indispensables pour lancer et gérer des activités

génératrices de revenus. Face à ce constat, l'APEF, partenaire d'Entraide et Fraternité, a mis en place des cercles d'alphabétisation. **50 femmes viennent de réussir avec succès le premier cycle de formation.** L'APEF prévoit de mettre en place d'autres cercles d'alphabétisation afin de renforcer la lutte contre cette inégalité de genre.



Comment sortir de l'imbroglio à l'est de la RD Congo?

⊕ Jean-François Lauwens, chargé de communication

Depuis 20 ans, les populations de l'est de la République démocratique du Congo subissent la violence en plus de la misère. Notamment au Sud-Kivu où sont actifs les partenaires d'Entraide et Fraternité. Les élections à venir et la question des ressources constituent des leviers d'action.

C'est un véritable imbroglio. Depuis deux décennies, l'est du Congo se débat dans des guerres locales dont la profusion des protagonistes et de leurs motivations rend la compréhension des plus improbables. Clara Debeve, directrice exécutive d'EurAc (Réseau européen pour l'Afrique centrale, qui réunit 34 ONG européennes, dont Entraide et Fraternité, impliquées dans la région des Grands Lacs), en dresse les grandes lignes : « C'est un conflit complexe, qui dure depuis longtemps et avec de nombreuses causes qui s'entremêlent, comme la problématique des réfugié-es ou de la distribution ethnique héritée de la colonisation. À cela s'ajoutent la mauvaise gouvernance, la corruption, l'impunité généralisée. Les relations entre la RDC et le Rwanda sont en dents de scie depuis des années. Il y a actuellement un regain des tensions et violences. La présence de minorités tutsi à l'est du Congo, ou encore d'anciens génocidaires hutus, les FDLR, est mobilisée dans le narratif du Rwanda pour justifier des incursions en RDC. On l'a vu

encore récemment avec la résurgence du M23 dont les liens avec le Rwanda sont avérés par les experts de l'ONU. Les actions du M23 ne doivent toutefois pas faire oublier les agissements aussi graves d'autres groupes aussi dangereux. Les ADF (Forces démocratiques alliées), islamistes venus d'Ouganda par exemple, continuent aussi de faire régner la terreur. On compte plus d'une centaine de groupes différents aujourd'hui et, avec la reprise des violences à l'est, on observe une recrudescence des groupes d'autodéfense. » À ces factions s'ajoutent la présence des Casques bleus de la Monusco, « qui, bien qu'ils soient vivement critiqués, empêchent certainement que la situation soit encore pire », et de troupes de la Communauté d'Afrique de l'Est, appelées en renfort par le président Tshisekedi.

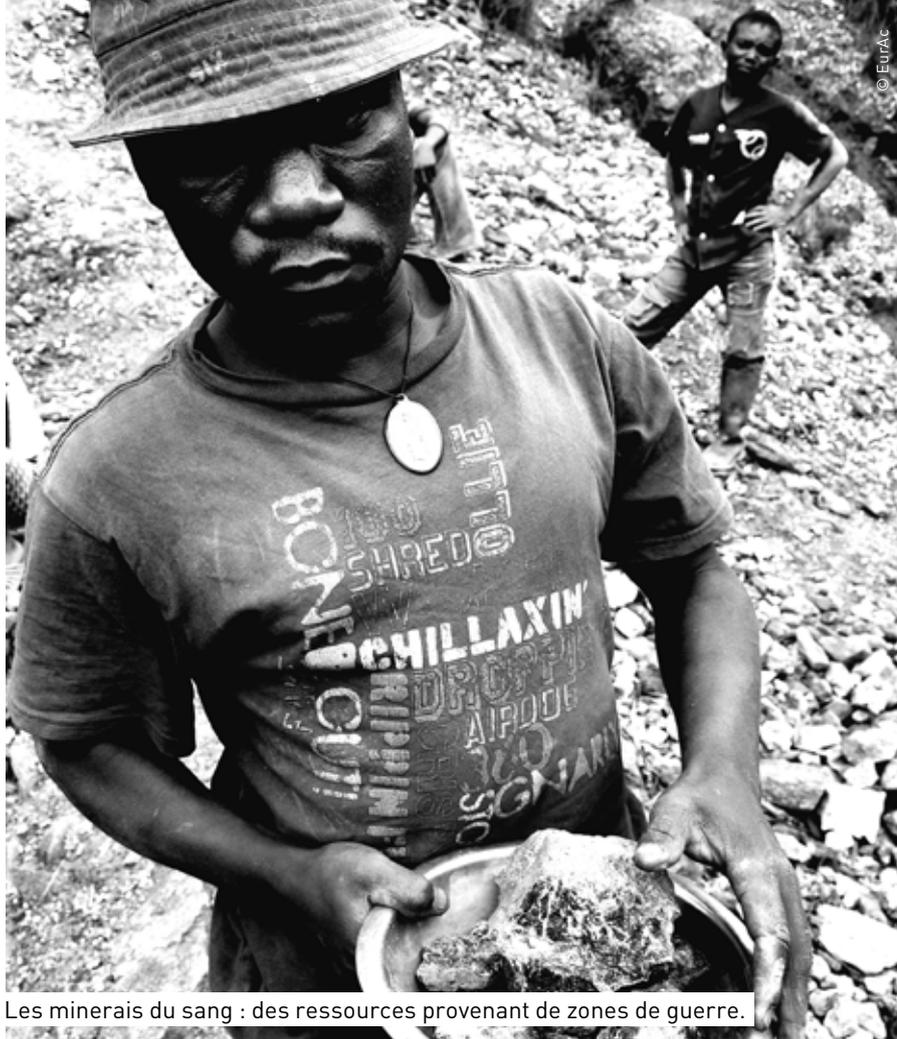
Le président Macron, récemment en visite à Kinshasa, a usé de mots assez peu diplomatiques à l'endroit des dirigeants de la RDC : « Depuis 1994, vous n'avez pas été capables de restaurer la souveraineté, ni militaire, ni sécuritaire. Il ne faut



Clara Debeve

pas chercher des coupables à l'extérieur. Bâissez une armée solide, construisez la sécurité autour de l'État, faites passer la justice transitionnelle pour que vous n'ayez pas de criminels de guerre encore en responsabilité ou sur le terrain. »

Pour Clara Debeve, cette question de la gouvernance est centrale, et c'est l'un des enjeux des élections présidentielles et législatives de la fin 2023 : « Le président a été porté au pouvoir il y a cinq ans à l'issue d'élections vivement critiquées. Ce problème de légitimité le contraint aujourd'hui dans sa capacité d'action et notamment à restaurer la paix et la stabilité dans l'est. La reprise des conflits, au-delà des



Les minerais du sang : des ressources provenant de zones de guerre.

conséquences dramatiques pour les populations, fait courir un risque sur le prochain cycle électoral. La tenue des élections est déjà remise en question dans les provinces de l'est et une partie de la population pourrait ainsi se voir priver de son droit de vote, comme en 2018. En dépit des ressources gigantesques du pays, l'État et ses institutions sont faibles, et cela se traduit par un manque de confiance de la population, pour l'organisation des élections par exemple. »

Les ressources, parlons-en. Durant des décennies, le Congo a été pillé pour son caoutchouc, ses diamants, son uranium. Désormais, il y a le gaz du lac Kivu, le pétrole du parc des Virunga et toujours les minerais : la moitié des réserves mondiales de cobalt, le cuivre et les « 3TG » (étain/cassitérite, tantale/coltan, tungstène, or). L'accaparement

de ces ressources excite autant ces groupes armés, les pays voisins que les multinationales et les grandes puissances. En RDC, plus qu'ailleurs, il faut parler de « minerais du sang » car, aux conditions d'esclavage, s'ajoute le fait que sont exploitées des ressources provenant de zones de guerre. « C'est le nœud central », dit la directrice d'EurAc : « Parce que le cobalt est fondamental pour la transition énergétique et que les 'minerais numériques' alimentent nos ordinateurs et nos smartphones, nous avons une capacité d'action depuis nos pays : nous pouvons encourager le caractère responsable de notre consommation, qui a des impacts sur la sécurité et le niveau de vie des populations sur place. Un règlement européen vise à casser le lien entre approvisionnement en minerais ici et alimentation des conflits sur place, mais, deux ans après son entrée en vigueur, il a

peu d'effet. Il faut renforcer sa visée politique sur le terrain si l'on souhaite avoir un vrai impact. »

Une nouvelle stratégie européenne

L'Union européenne a adopté sa nouvelle stratégie pour la région des Grands Lacs. « Nous saluons l'adoption d'une nouvelle stratégie européenne qui envoie un signal fort en faveur de la paix et du développement durable dans la région et qui a le mérite de remettre le Congo à l'agenda », dit EurAc. « Cependant, nous regrettons l'approche limitée de l'UE qui privilégie les aspects économiques comme réponse globale aux conflits dans la région. L'UE a manqué l'opportunité de s'engager sur des questions fondamentales telles que l'État de droit, la bonne gouvernance, l'espace civique et les droits humains, qui restent pourtant les pierres angulaires de la construction d'une paix durable. »

La sécurité dans les deux Kivu depuis 2017

Nord-Kivu
RD CONGO
Sud-Kivu

20.858 victimes
7332 incidents
9984 enlèvements
10.654 morts violentes

Chiffres arrêtés au 4/5/23
Source : Baromètre sécuritaire du Kivu
- Université de New York

Des inondations meurtrières frappent la RD Congo et le Rwanda

⊕ *Quentin Minsier, chargé de communication*



Des inondations sans précédent dans la région : bilan très lourd et très nombreux dégâts.

Le début du mois de mai a été particulièrement meurtrier au Rwanda et en République démocratique du Congo après que des pluies torrentielles ont provoqué de terribles inondations et des glissements de terrain. Les communautés paysannes appuyées par nos partenaires dans ces deux pays ont malheureusement été frappées de plein fouet par cette catastrophe. Le bilan est lourd : de nombreux morts, des champs inondés, des récoltes perdues, du bétail noyé, des maisons détruites, des difficultés d'acheminement de l'aide et des premiers secours, la propagation des maladies... Dans une région déjà fragilisée par l'insécurité grandissante.

Sud-Kivu : la sécurité alimentaire menacée

Plus de 430 personnes, à ce stade, ont trouvé la mort suite aux inondations et aux

glissements de terrain qui ont frappé plus particulièrement le territoire de Kalehe, situé au Sud-Kivu, à la frontière avec le Rwanda. Plus de 5000 personnes sont en outre portées

disparues. Le gouvernement congolais a décrété une journée de deuil national suite à la catastrophe.

Les dégâts matériels sont également immenses. Des milliers de maisons ont été emportées. Dans cette région principalement agricole, **les champs ont été dévastés et la majorité du bétail a péri.** C'est une véritable catastrophe pour les communautés paysannes. La sécurité alimentaire de cette zone est fortement menacée, surtout que l'acheminement de l'aide est compliqué.

Le pape François s'est dit « profondément attristé par les morts et la destruction », disant prier pour les morts, les blessés, les déplacés et les secouristes.

Notre partenaire local, **le CAB (Comité pour l'autopromotion à la base)** nous a indiqué qu'une partie des communautés paysannes qu'il accompagne ont été affectées par cette terrible catastrophe. Il se mobilisera pour **répondre aux besoins urgents et relancer l'agriculture familiale.** Nous n'avons toutefois pas encore de chiffres précis à ce stade.

NOS PARTENAIRES TOUCHÉS PAR DES INONDATIONS MEURTRIÈRES

Le reboisement pour contrer les fortes pluies

Les inondations ont été terriblement meurtrières. En cause notamment la forte déforestation qui sévit dans la province du Sud-Kivu. Celle-ci fait disparaître les barrières naturelles face aux aléas climatiques. Le projet du CAB sur le reboisement est donc capital pour mieux prévenir ces terribles catastrophes.

Les pires inondations de l'histoire récente du Rwanda

Le nord et l'ouest du Rwanda ont également été affectés par ces pluies torrentielles. Les dégâts sont effrayants. Plus de 130 personnes ont péri à ce jour. Près de 8000 maisons ont été détruites partiellement, voire totalement. Les champs des communautés paysannes ont aussi été dévastés, privant des centaines de familles de leur seul moyen de subsistance. Comme au Sud-Kivu, de nombreuses routes sont actuellement coupées, rendant difficile l'acheminement de l'aide ou de vivres.

« Le nombre de morts est le plus élevé jamais enregistré en un jour en raison des inondations et des glissements de terrain de l'histoire récente du Rwanda. »

Marie Solange Kayisire,
Ministre de la gestion des catastrophes

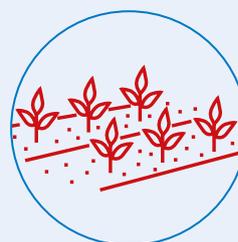
Les communautés paysannes appuyées par Entraide et Fraternité et notre partenaire local, ACCORD Rwanda, font partie des victimes. ACCORD Rwanda a besoin de soutien pour les aider à surmonter cette catastrophe.



Les champs de 120 familles sont dévastés. Aucune récolte n'y est possible.



Les maisons de 65 familles sont détruites ou endommagées.



5000 plants d'agroforesterie sont détruits par les eaux.

En plus de léguer à mes proches et amis, comment puis-je faire un legs à Entraide et Fraternité et/ou à Action Vivre Ensemble ?

Comme bien des personnes, vous cherchez à transmettre les valeurs et l'engagement qui donnent du sens à votre vie. Le goût du partage et de la justice, la solidarité, le don de soi sont autant d'attitudes éthiques que beaucoup aimeraient prolonger par-delà le temps de l'existence...

Comment faire de la fraternité votre héritière ?

Sans testament, votre héritage, grand ou petit, est automatiquement réparti selon les dispositions légales mais sans tenir compte des personnes et des valeurs qui sont importantes pour vous. Par des règles bien établies, **il est possible de faire un legs à Entraide et Fraternité et/ou Action Vivre Ensemble** afin de soutenir des projets destinés à construire un monde juste et fraternel.

Participez à une de nos séances d'information juridique gratuite dans les semaines et les mois à venir (voir ci-contre).

« Je me disais : ce que j'ai, d'autres doivent pouvoir l'obtenir. À la suite de toutes les influences que j'ai reçues et pensant à mon grand départ, j'ai décidé de léguer une partie de mes avoirs à Action Vivre Ensemble qui est ma légataire universelle. Cela fait sens pour moi et me donne une grande paix intérieure. »

Joseph D.

Le savez-vous ?

Lorsque vous n'avez pas d'héritiers directs, le legs en duo vous permet d'avantager vos proches si vous choisissez d'inclure aussi Entraide et Fraternité et/ou Action Vivre Ensemble dans votre testament car, dans ce cas, nous prenons la totalité des droits de succession à notre charge.

Commandez gratuitement la brochure *Je transmets la fraternité* et l'édition 2023-2024 du guide *Bien régler. Bien léguer pour un monde meilleur*.

Contact :
Catherine Houssiau
0490 57 97 47
catherine.houssiau@entraide.be

Vous y trouverez un ensemble très complet d'informations juridiques sur les legs, donations et testaments mais aussi les motivations qui nous portent chaque jour dans nos missions.



DONNEZ UN NOUVEAU SOUFFLE À VOS IDÉAUX
AJOUTEZ UNE BONNE CAUSE À VOTRE TESTAMENT



**Bien régler
Bien léguer**

Pour un monde meilleur

Ann Maelfait - Sven Vonck

Édition 2023/2024

TESTAMENT.BE

SÉANCES GRATUITES D'INFORMATION JURIDIQUE SUR LES LEGS ET TESTAMENTS



Comment rédiger un testament en incluant Entraide et Fraternité et/ou Action Vivre Ensemble ? Quelles sont les étapes importantes auxquelles il faut penser ? Quels sont les différents types de legs qui existent ? Qu'est-ce qu'un legs particulier ? Quels sont les avantages du legs en duo ? Quelles sont les proportions, les parts à respecter selon la loi successorale ?

Participez à une des séances d'information juridique gratuite pour en savoir plus.

Mardi 20 juin 2023, 13h-16h15, à 1000 Bruxelles

Bibliothèque Royale de Belgique (KBR) - 4 Boulevard de l'Empereur

Accessible
PMR

13h	Entretien juridique individuel (20') avec un-e juriste expert-e de l'asbl Testament.be, sur réservation dans un créneau horaire (13h, 13h20, 13h40, 14h)
14h30	Séance d'information juridique par Ann Maelfait, avocate et experte juridique
15h45	Collation offerte

Jeudi 22 juin 2023, 11h-14h, à 4000 Liège

Espace Prémontrés : 40 rue des Prémontrés

Jeudi 5 octobre 2023, 11h-14h, à 7024 Quévy

Maison diocésaine de Mesvin : 457 chaussée de Maubeuge

Mardi 17 octobre 2023, 11h-14h, à 1060 Bruxelles

Vicariat de Bruxelles : 14 rue de la Linière

Accessible
PMR

11h	Accueil et café
11h10	En quoi et comment un legs à Entraide et Fraternité et/ou Action Vivre Ensemble fait-il sens et contribue-t-il à construire un monde juste et fraternel ?
11h30	Séance d'information juridique par Caroline Misonne, avocate et experte juridique
12h45	Lunch sandwiches offert et apartés avec Caroline Misonne pour un avis juridique personnalisé

INSCRIPTION

En ligne : entraide.be/soutenir/testament

Par mail ou par téléphone : catherine.houssiau@entraide.be - 0490 57 97 47

Le jour ou l'heure ne vous convient pas ?

Vous êtes dans l'impossibilité de vous déplacer ?

Pas de souci. Catherine Houssiau vous recontactera. Elle est dès à présent à votre disposition pour vous proposer un rendez-vous gratuit et en toute confidentialité avec la juriste experte de testament.be. Nous pouvons vous aider à rédiger le testament qui correspond le mieux à vos attentes, faire des projections chiffrées, répondre à toutes vos questions pour faire un legs à Entraide et Fraternité et/ou Action Vivre Ensemble.

Entraide et Fraternité/
Action Vivre Ensemble est
membre de testament.be

TESTAMENT.BE



Catherine Houssiau, personne de confiance pour les legs et testaments

Confidentialité assurée

Entraide et Fraternité | Action Vivre Ensemble

Rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles

N^{os} d'entreprise : 0418.015.461 | 0468.058.256

www.entraide.be | www.vivre-ensemble.be



« Il n’y avait aucune écoute pour les victimes de violences sexuelles, juste des médicaments »

⊕ Jean-François Lauwens, chargé de communication

À Mons, l’association Brise le silence (BLS), soutenue sur une base triennale par Action Vivre Ensemble, fait figure de pionnière : menée par des femmes résilientes, elles-mêmes victimes de violences sexuelles dans le passé, BLS fait le pari de la pair-aidance, un cas unique dans ce secteur. Pascale Urbain, présidente et fondatrice de l’association, l’a créée sur base de sa propre expérience de vie.

Comment est née Brise le silence ?

J’ai créé l’association en 2015 suite au piratage de la page Facebook que j’avais créée. J’y invitais les gens à venir exprimer leur souffrance par

rapport aux violences sexuelles. Comme ancienne victime de telles violences dans mon enfance, je pensais que cela ne concernerait que quelques personnes mais le succès m’a dépassée. Cela faisait douze ans

que je travaillais dans un service de prévention aux assuétudes et je constatais qu’il n’existait rien pour les victimes. Les troubles psychologiques étaient traités en envoyant les gens à l’hôpital psychiatrique, en les abrutissant de médicaments. J’ai connu ce parcours. Il n’y avait pas la moindre écoute et l’on ne faisait pas du tout le lien entre ces violences et des troubles comme les idées suicidaires, les addictions à la drogue ou l’alcool, l’hypersexualité, les troubles du comportement alimentaire ou des sentiments comme la honte, la culpabilité, la perte de l’estime de soi. Si la personne qui vient n’est pas écoutée, c’est foutu : on rajoute une couche de traumatisme. Les psychologues que je voyais au travail étaient incapables d’écouter et d’accueillir ces victimes avec respect, tenaient des propos déplacés et moqueurs vis-à-vis d’elles.

Comment cela se fait-il ?

Les psychiatres et psychologues ne sont pas formés à ces traumatismes. En psychiatrie, on trouve 90% de victimes de violences. Il faut arrêter de psychiatriser les gens ! Et remplacer les médicaments par l’écoute. Nous souhaitons créer notre propre formation car celle qui se donne à l’UMons ne recouvre pas la question des



L’équipe de Brise le silence (de gauche à droite) : Ingrid Poetter, Pascale Urbain et Gwendoline Faravel

© DR

violences sexuelles alors que la majorité des personnes qui la suivent sont des victimes de ces violences dans leur enfance. Elles ont connu la toxicomanie, l'alcoolisme, le sans-abrisme, la prostitution, le parcours en psychiatrie, mais la cause est dans ces violences dans l'enfance. Ces traumatismes agissent comme une bombe à retardement : nous l'enfouissons parfois durant des décennies et, d'un coup, tout vous revient à la figure. On retrouve cela chez chaque victime et chez chacune d'entre nous travaillant ici. Ce sont ces victimes-là que nous recevons.

Vous êtes la seule association à travailler de la sorte en Belgique : l'aide publique suit-elle ?

Absolument pas ! La parole s'est libérée, nous recevons de nouvelles victimes tous les jours, les médecins aussi nous en envoient. Mais nous ne sommes toujours que 2,75 ETP, tout le reste de l'équipe étant des bénévoles. Le fédéral a créé un CPVS (Centre de prise en charge des violences sexuelles) par province. Ces centres occupent 15 personnes mais on nous demande à nous d'aller y former le personnel policier et hospitalier. Les CPVS s'adressent aux personnes qui viennent de vivre une agression sexuelle dans le mois précédent. Mais, nous, nous voyons arriver des gens qui en ont été victimes il y a 20, 30, 40

ans. Là, cela n'intéresse plus personne. Or, il y a bien plus de victimes du passé que du présent. Ce sont des décisions politiques. À côté du projet à trois ans avec Action Vivre Ensemble, nous bénéficions d'un subside de la Région wallonne mais il n'est pas structurel. Avec la Communauté française, nous avons un projet collectif avec La maison plurielle de Charleroi.

Quel est l'objectif réaliste d'un tel accompagnement ?

Des personnes qui étaient lourdement psychiatisées

sortent d'ici transformées. Cela les aide à se réinsérer socialement et professionnellement. Notre objectif, c'est qu'elles reprennent une activité - formation ou travail - hors de chez nous. La pair-aidance, c'est aussi de la réinsertion, par exemple comme bénévole ici. On a aussi des personnes dans la soixantaine, elles ne reprendront jamais le travail mais participer à nos activités (groupes de parole, hippothérapie, hydrothérapie, ateliers créatifs et d'écriture...) les sociabilise.

Pionnières de la pair-aidance

« En 2015, j'ai été victime de violences. À la recherche d'une aide, j'ai appelé SOS Viol qui... ne m'a jamais rappelée. J'ai trouvé Brise le silence sur internet, j'ai appelé et je suis tombée sur Pascale qui, immédiatement, m'a écoutée et proposé de venir. Entourée de paires qui me comprennent, je me suis enfin sentie écoutée et vivante. »
Depuis, Ingrid Poetter n'a plus quitté BLS. Comme bénévole, puis aujourd'hui comme employée, elle est, avec Gwendoline Faravel, une des chargées de projet et paires-aidantes de BLS.

Elles détaillent la méthodologie : « Pascale Urbain a vu que le fait de

partager son expérience profitait aux gens qui venaient nous voir mais qu'il fallait un cadre théorique. On a constitué des binômes. La travailleuse sociale va apporter un cadre dans la rencontre alors que la paire-aidante va raconter son propre parcours de vie. Il n'y a plus la peur d'être face à une thérapeute qui n'a pas vécu la même chose. Il y a quelque chose qui se passe dans ces rencontres qui créent un lien de confiance immédiat. Comme anciennes victimes, nous pouvons partager notre vécu aux personnes qui viennent nous voir, ce que nous avons mis en place pour aller mieux, les difficultés... Cela porte ses fruits, on l'observe par les retours, les remerciements, les messages, la resocialisation. »



Nos victoires contre l'injustice

800 signatures pour les victimes de Minaçu

Dans notre numéro de campagne de Carême, nous avons présenté le cas des victimes du barrage de Minaçu, au Brésil. Un barrage construit par Tractebel, devenue Engie, dans l'État de Goiás, pour lequel des centaines de familles issues de communautés rurales ont été expropriées sans contrepartie. Une lettre de soutien adressée à ces familles qui continuent à se battre devant la justice vous était proposée à la signature. Votre solidarité a dépassé nos espérances : ce ne sont pas moins de 800 lettres de soutien que nous avons pu remettre de votre part à Saulo Reis, notre

partenaire de la Commission pastorale de la terre de l'État de Goiás, au moment de retourner dans son pays.



Saulo Reis

Nouvelles d'ici et d'ailleurs



Former au Pacte éducatif africain

Dolorès Fourneau, animatrice du Pôle jeunes d'Entraide et Fraternité, vient de se voir confier une tâche prestigieuse : trois jours durant, à Kigali, elle a animé une session de formation réunissant des responsables diocésains rwandais de l'enseignement catholique, de la pastorale de la jeunesse et de la pastorale de la famille. Objectif : les former aux outils d'animation

visant à faire atterrir le « Pacte éducatif africain » voulu par le pape François.



Dolorès Fourneau



ENTRAIDE &
FRATERNITÉ
ACTION
VIVRE ENSEMBLE

Juste Terre! mensuel
de l'ASBL Entraide et Fraternité et
de l'ASBL Action Vivre Ensemble
(ne paraît pas en juillet et en août)

Siège

rue du Gouvernement Provisoire, 32
1000 Bruxelles | T 02 227 66 80
info@entraide.be
info@vivre-ensemble.be
www.entraide.be
www.vivre-ensemble.be

Suivez-nous



Dans un souci d'équité, le magazine s'efforce de privilégier l'écriture inclusive.

Conception - coordination

C. Houssiau, J.-F. Lauwens,
V. Martin, Q. Minsier

Éditrice responsable

A. Fischer

Studio et imprimerie

Snel à Vottem, Belgique



Crédits photos

Entraide et Fraternité
Action Vivre Ensemble
(sauf mention contraire)

Ce papier est issu de forêts gérées durablement.



Avec le soutien de



Les deux ASBL sont habilitées à recevoir des legs par testament.